

# UNEF, le syndicat étudiant contre les coupes budgétaires et la sélection !

le 11, 12 et 13 mars, vote et fais voter UNEF !



## L'augmentation de la sélection raciste et sociale

Cette année marque **la 8e ouverture de Parcoursup (15 janvier) et la 3eme de Mon Master (25 février)**. Ces plateformes sont la réalisation d'une volonté politique d'augmenter la sélection à l'université, de trier les étudiant·e·s et de **les préparer au mieux aux besoins du patronat**. Les étudiant·e·s issu·e·s des **classes populaires** et de **l'immigration** sont les premiers et premières touché·e·s par ces politiques.

Les chiffres de Parcoursup et de Mon Master témoignent du rôle central de ces derniers dans la politique de sélection et d'austérité à l'université de la part du gouvernement. Pour l'année 2024, sur les quelque 945 000 étudiant·e·s ayant fait leurs vœux sur Parcoursup, c'est **295 000 étudiant·e·s qui ont quitté la plateforme** sans aucune formation à l'issue de la phase complémentaire soit **1/3 des inscrit·e·s**. Parmi eux, **90 000 n'ont tout simplement obtenu aucune affectation**. La phase complémentaire n'est d'ailleurs qu'une illusion, car elle permet tout au plus d'orienter les étudiant·e·s vers des filières souvent très éloignées de leurs vœux d'origines.

En 2022, ce sont 2/3 des candidat·e·s, soit 63 %, qui ont accepté une proposition en master à l'issue de la première campagne de Mon Master. En 2024, c'est encore **1 étudiant·e sur 3 qui n'obtient pas de formation** à la suite de la phase complémentaire.

Utilisant des critères flous et arbitraires, ces plateformes **sélectionnent les étudiant·e·s** et les placent dans des situations précaires. De plus, ni les phases complémentaires, ni les recours ne permettent réellement d'organiser la recherche de logement : **obtenir ses résultats après le 31 juillet, c'est bien trop tard** pour trouver une place dans un logement CROUS.

Cette sélection s'inscrit dans **la politique des différents gouvernements de destruction de l'enseignement public**.

La réforme "choc des savoirs" de Gabriel Attal pousse de plus en plus de jeunes vers les filières "professionnelles" pour **des taffs que personne ne veut, mais qui répondent mieux aux besoins du patronat**. Parcoursup et Mon master favorisent et guident les étudiant·e·s vers des **formations "intéressantes" et "rentables"** aux yeux du patronat, transformant le lycée et la fac en fabrique à travailleurs et travailleuses.

Les jeunes se retrouvent à devoir choisir entre l'université publique, **sous-dotée, de plus en plus orientée vers la rentabilité**, ou le privé, lui-même arrosé d'argent public.

## La destruction du public au profit du privé

À cette sélection sur les plateformes, s'ajoute une politique de sélection par l'échec menée par le gouvernement et relayée par les présidences d'université. Cette sélection a pour cause de rendre plus difficile la réussite des études pour les étudiant·e·s précaires qui doivent travailler à côté de leurs études.

Cela concerne 50% des étudiant·e·s aujourd'hui. Cette sélection par l'échec découle de la suppression de droits et d'attaques sur les modalités d'examen, comme la suppression de la semaine de révision, de la compensation entre les semestres, ou du droit au redoublement.

Les plateformes et les politiques d'austérité ont pour conséquences de **renforcer l'enseignement supérieur privé** qui a vu ses chiffres exploser ces dernières années. **Aujourd'hui, c'est 1 étudiant·e sur 3 qui étudie dans le privé, contre 1 sur 10 il y a 20 ans.**

En France, l'enseignement supérieur privé a généré plus de **4.4 milliards d'euros de chiffre d'affaires** en 2020. Ces bénéfices sont faits sur le dos des étudiant·e·s, obligé·e·s de s'endetter auprès de banques pour financer leurs études, alors même que **l'enseignement supérieur privé est financé en grande partie par des subventions d'Etat**.

L'objectif est clair : **détruire l'université publique à petit feu pour déboucher sur une privatisation pure et simple de l'enseignement supérieur et faire du fric sur l'éducation de la jeunesse.**

## Budget 2025 et austérité dans les universités

**Le gouvernement Bayrou a mis en oeuvre une politique d'attaque contre les étudiant·e·s.** La suppression du ministère de l'enseignement supérieur, qui a été rattaché au ministère de l'éducation, permet de s'assurer que les jeunes soient encore une fois **bien mis au service de la productivité et des besoins du patronat**.

La nomination de la bien connue **Elisabeth Borne** comme ministre de l'éducation nationale **annonce déjà la casse de l'université publique** comme elle s'en est chargée pour les retraites.

D'ailleurs cette politique est déjà enclenchée car, puisqu'une trentaine d'universités étaient déjà en déficit en 2024, le sénat a adopté en janvier 2025 une nouvelle coupe budgétaire sur l'enseignement supérieur et la recherche (ESR), à hauteur de 630 millions d'euros. Plutôt que d'aller chercher cet argent dans les poches des actionnaires du CAC 40, remplies de 100 milliards d'euros pour 2024, ce sont les services publics qui sont mis au rabais.

Les universités sont effectivement déjà en manque de moyens depuis des années (1,3 milliard d'euros ont été supprimé sur ces deux dernières années), rendant nos conditions d'étude et les conditions de travail des personnels de plus en plus difficiles : le manque de places, le manque de personnel, l'absence de réelle mesure face à la précarité étudiante, ou encore l'augmentation des frais d'inscriptions, en particulier pour les étudiant·e·s hors Union Européenne dans certaines universités...

Et bien sûr, le seul budget qui est en pleine croissance est celui alloué à la Défense, avec une enveloppe supplémentaire de 3,3 milliards d'euros, pour un total de 50,5 milliards. Le gouvernement préfère donc préparer une future sale guerre, au profit des industriels de l'armement, plutôt qu'investir dans les services publics.

Pourtant, les présidences d'université, de gauche comme de droite, ne remettent pas en question ni les politiques de sélection, ni les coupes de budgets. Au contraire, elles sont les premières à les porter !

## Comment ces mesures s'appliquent concrètement au Mans ?

Depuis plusieurs années, l'université a mis en place les BCC (Blocs de Connaissances et de Compétences), qui renforcent la sélection au cours même de la formation. De plus, les notes paliers n'ont cessé d'augmenter, accentuant de plus en plus la difficulté de valider son année. Par exemple en STAPS ou en SV/ST, les notes paliers sur de nombreux blocs sont à 10/20, alors qu'elles étaient à 5/20 ou 7/20 auparavant ! C'est un obstacle supplémentaire pour décrocher son année, alors que les étudiantes et les étudiants sont déjà confronté·e·s aux difficultés du quotidien (boulot à côté des études, précarité, soucis de santé, démarches auprès de la préfecture, prise en charge d'un proche, etc.).

Cette sélection, non seulement illustre la volonté d'élitisme en ne gardant que celles et ceux qui ont les moyens d'être les meilleur·e·s, mais vise également à faire des économies sur les dos des étudiantes et étudiants. En effet, plutôt que mettre les moyens nécessaires, gouvernements, ministères, rectorats et universités préfèrent s'en prendre aux conditions d'études et de travail. C'est le cas au Mans, comme le montre l'évolution du budget de l'université. Cette dernière accusait un déficit de plus de 12 millions d'euros à la rentrée universitaire de septembre 2024. Pourtant, le budget rectificatif (c'est-à-dire le budget servant à améliorer le budget précédent de la même année) de décembre 2024 affiche un déficit d'environ 3,5 millions d'euros. Comment de telles économies sont-elles possibles ? Tout simplement en réduisant drastiquement le nombre de places dans les formations et en ne créant aucun poste d'enseignant·e·s lors de la campagne d'emploi !

## Nos revendications !

- Retour de la compensation intégrale
- Suppression des plateformes sélectives
- Ouverture de places et création de postes
- Augmentation des moyens humains, financiers et matériels
- Fac ouverte à toutes et à tous
- 1 carte étudiante = 1 titre de séjour

## Soutenir, voter et rejoindre l'UNEF le syndicat étudiant, c'est faire le choix de la lutte collective !

Soutenir, voter et faire voter pour l'UNEF, c'est faire le choix de défendre collectivement et démocratiquement nos droits et conditions d'études. En effet, c'est le but d'un syndicat : être un outil dont on peut se saisir pour défendre et améliorer nos conditions d'études, être un outil au service des luttes, être un outil pour combattre les idées corporatistes (le fait de se battre chacun·e dans son coin avec sa promo ou sa filière uniquement) et celles de l'extrême-droite. Alors si tu partages cette vision, soutiens l'UNEF en votant et faisant voter pour notre liste aux élections étudiantes !

Notre liste est constituée d'étudiant·e·s de différentes filières, convaincu·e·s qu'il faut se battre pour nos droits et contre les politiques du gouvernement et du grand patronat. Si toi aussi tu es convaincu·e par cette perspective, vote et fait voter UNEF !

En faisant le choix de soutenir l'UNEF, tu fais le choix de voter pour des élu·e·s combatives et combatifs dans les conseils, qui s'opposent aux mesures qui dégradent nos conditions d'études et qui informent des mesures prises par l'université, afin de mobiliser les étudiant·e·s.

Et pour aller plus loin, que ce soit pour défendre nos droits fondamentaux d'étudiant·e·s au quotidien face à tous les problèmes que nous rencontrons pendant nos études, ou que ce soit pour imposer des défaites à ce gouvernement au service du grand patronat, organise-toi à l'UNEF ! C'est notre nombre qui nous permet de peser, d'informer, de défendre et d'organiser la solidarité, alors si tu as envie d'être tenu·e au courant ou de militer à nos côtés, contacte-nous pour nous rejoindre !

## Pour gagner, ne comptons que sur nos luttes

C'est uniquement par la mobilisation de tou·te·s les étudiant·e·s qu'on a le pouvoir d'empêcher les attaques et de conquérir de nouveaux droits.

Par exemple, chaque année, les campagnes des "sans facs" consistent à recenser les étudiant·e·s sans affectation et à se mobiliser avec elles et eux. Ces campagnes permettent d'arracher des inscriptions aux présidences de fac. Nous devons multiplier les bras de fer localement et nationalement.

Il en est de même contre l'austérité budgétaire, la sélection et le manque de moyens : il n'y a qu'un mouvement d'ampleur qui fera reculer le gouvernement, alors mobilisons-nous !

**CONTACTE  
L'UNEF !**

insta :  
[unef\\_lemans](#)  
facebook :  
[Unef Le Mans](#)  
Mail :  
[unef.lemans@gmail.com](mailto:unef.lemans@gmail.com)